



Syndicat des Personnels
du Réseau International du Ministère
de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et Numérique

139 rue de Bercy - bâtiment Vauban - Télédéc 627 - 75572 Paris Cedex 12
sprim-fo@dgtresor.gouv.fr - Tél. : 01.53.18.83.03 - www.sprim-fo.org

Revue de presse du 15 novembre 2022

Presse – Actualités

- [A Bali, un G20 pour éviter une escalade du conflit entre l'Ukraine et la Russie – Les Echos](#)
- [Réforme des retraites : la pression vient aussi \(et surtout\) de l'Europe – La Tribune](#)
- [La Chine dégage son plan de sauvetage du secteur immobilier – La Tribune](#)
- [COP 27 : 210 millions d'euros pour aider les pays vulnérables face aux catastrophes naturelles – La Tribune](#)
- [Les pays du Sud-Est asiatique embarrassés face à la junte birmane – Le Monde](#)
- [Les BRICS en quête d'un contre-pouvoir au G20 – Les Echos](#)
- [Un vol toutes les dix minutes : Qatar Airways, le pont aérien de la Coupe du monde - L'Express](#)
- [Réseau : la Team France Export se dote d'un club d'ambassadeurs – Le Moci](#)

ARTICLES DE PRESSE

A Bali, un G20 pour éviter une escalade du conflit entre l'Ukraine et la Russie – Les Echos

Les réunions bilatérales devraient prendre le pas sur le sommet des chefs d'Etat du G20 lui-même, pour éviter une escalade du conflit en Ukraine. Reconduction de l'accord sur les céréales et aides aux pays les plus démunis seront au centre des débats.

Par [Richard Hiault](#), [Yann Rousseau](#)

Publié le 15 nov. 2022 à 8:00 Mis à jour le 15 nov. 2022 à 8:31

Eviter une escalade du conflit opposant la Russie à l'Ukraine. Tel est l'un des enjeux du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du G20 qui s'ouvre ce mardi à Bali (Indonésie) en [l'absence d'un des principaux intéressés](#) . Vladimir Poutine y est représenté par son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

Les réunions bilatérales entre chefs d'Etat devraient prendre le pas sur le sommet lui-même. Présent à Bali depuis lundi soir, Emmanuel Macron compte justement profiter de ses multiples entretiens bilatéraux - il voit ce mardi matin son homologue chinois - pour accroître la pression concentrique sur la Russie, afin de progresser vers un éventuel enclenchement de négociations de paix en Ukraine.

Il s'agit de sauvegarder un espace de coopération Nord-Sud. Le communiqué final ne fait pas tout. Ce qui compte, c'est d'éviter les divisions et de réduire les écarts du monde.

A Bali, « il s'agit de sauvegarder un espace de coopération Nord-Sud. Le communiqué final ne fait pas tout. Ce qui compte, c'est d'éviter les divisions et de réduire les écarts du monde », indiquait-on à l'Elysée. Paris compte rappeler aux différents acteurs de poids qu'il est de leur intérêt de ramener de la stabilité dans la région.

The 2022 G20 Summit will start in less than 24 hours.

Representatives from international organizations such [@ADB_HQ](#), [@wef](#), [@isdb_group](#), [@ilo](#), [@EU Commission](#), [@iocmedia](#) have landed at I Gusti Ngurah Rai Airport,

Bali. [#G20Indonesia](#) [#RecoverTogetherRecoverStronger](#) [#G20BaliSummit](#) pic.twitter.com/PqBJ0twzyq

— G20 Indonesia (@g20org) [November 14, 2022](#)

« Le G20 n'a pas été créé pour défendre des valeurs ou des choix politiques mais pour assurer une stabilité économique et énergétique », expliquent les proches de la présidence française. « Mettre fin à la guerre menée par la Russie constitue un impératif moral et tout simplement la meilleure chose à faire pour l'économie mondiale », a renchéri la secrétaire au Trésor américain, Janet Yellen, avant de rencontrer, sur l'île indonésienne, son homologue français Bruno Le Maire.

Prolonger l'accord céréalier

A l'heure où l'économie mondiale est [menacée de récession](#), où les tensions inflationnistes déstabilisent les pays, le G20 va aussi s'efforcer d'éviter qu'une crise alimentaire ne vienne aggraver l'instabilité internationale. Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a jugé lundi « essentiel » que [l'accord obtenu sous l'égide de la Turquie](#) permettant l'exportation de céréales ukrainiennes, qui arrive à échéance le 19 novembre, soit prolongé. Le mécanisme de contrôle pluripartite mis en place a permis depuis d'exporter 10,2 millions de tonnes de céréales et produits alimentaires d'Ukraine, de faire baisser les prix sur le marché mondial et de fournir certains pays qui ont un besoin urgent de nourrir des populations affamées.

Autre sujet d'importance sur la table : l'aide aux pays les plus démunis. Paris espère que le G20 sera l'occasion de renforcer les aides au développement et les programmes de sécurité alimentaire. A terme, cette séquence devrait alimenter, estime l'Elysée, une réforme en profondeur du travail des institutions internationales telles que la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international (FMI), afin de générer des règles de financement plus solidaires.

Paris souhaite que ces institutions multilatérales se montrent capables d'aménager le remboursement des dettes des pays les plus fragiles alors que [le cadre commun élaboré en novembre 2020](#) par les ministres des Finances du G20 tarde à donner des résultats concrets. En deux ans, un seul pays, le Tchad, est parvenu à un accord avec ses créanciers.

Création d'un nouveau fonds

C'est autant d'objectifs que partagent tous les pays présents à Bali, quels que soient leurs liens historiques ou stratégiques avec Moscou. Paris sait que la

plupart des pays asiatiques n'ont pas formellement condamné l'invasion de l'Ukraine, pour ne pas se brouiller avec Moscou ou pour ne pas s'exposer eux-mêmes à des critiques sur leurs politiques autoritaires. Mais ils peuvent s'inquiéter de l'envolée des prix de certaines matières premières qui nourrissent leur inflation et gâchent leur consommation intérieure.

Preuve qu'un espace de coopération est toujours possible, les pays du G20 ont annoncé dimanche à la suite de la réunion de leurs ministres de la Santé un fonds de 1,4 milliard de dollars pour se préparer aux futures pandémies. Un montant jugé insuffisant par le président indonésien qui évoque la nécessité de mobiliser... 31 milliards. Cette annonce est néanmoins considérée comme l'une des rares avancées attendues du sommet.

Richard Hiault et Yann Rousseau (envoyé spécial à Bali)

* * *

Réforme des retraites : la pression vient aussi (et surtout) de l'Europe – La Tribune

Le gouvernement prépare les esprits à la réforme de la retraite qu'il souhaite mener rapidement. Gabriel Attal ce lundi 14 novembre sur BFM a ainsi redit l'intention de l'exécutif de s'atteler à ce sujet délicat. L'occasion lui était donnée alors que ce week-end, le Sénat a voté un amendement pour décaler l'âge de départ. L'amendement sénatorial ne tiendra pas. Reste que le gouvernement est pressé, notamment parce que ses voisins européens, qui ont quasiment déjà tous réformés leur système, sont dans l'attente de la réforme française. Explications



Olaf Scholz, le chancelier allemand demande régulièrement à la France de faire la réforme des retraites (Crédits : Union européenne)

Pour Gabriel Attal, le ministre des Comptes publics, l'occasion était trop belle pour la laisser passer. Alors que le Sénat a voté ce week-end, un amendement sur les retraites prévoyant de relever l'âge légal de départ, de 62 à 64 ans, le ministre macroniste a redit ce lundi sur BFM la pleine intention du gouvernement de mener la réforme. Gabriel Attal a vu dans le vote sénatorial - dont la majorité est à droite- signe positif : celui d'obtenir une possible majorité sur ce sujet explosif. A Bercy, Bruno Le Maire défend lui aussi cette ligne. Le Ministre de l'Economie plaide depuis longtemps la nécessité de faire une réforme des retraites. Certes, pour le moment, le gouvernement ne gardera pas cet amendement des sénateurs, préférant poursuivre la concertation avec les syndicats. Mais, conformément à la volonté d'Emmanuel Macron, il a toujours en ligne de mire l'adoption d'une réforme rapide : présentation d'un texte début 2023 pour une entrée en application dès l'été prochain.

Une nécessité budgétaire pour l'exécutif mais pas que ...

Pour le grand public, l'argument financier est régulièrement avancé par l'exécutif pour porter l'âge de départ en France dans le privé à 64 ans. Selon une étude du Trésor, le gain de recettes serait de 12 milliards d'euros dès 2027 - soit l'argent qui rentrerait dans les caisses via les cotisations retraites- et l'économie réalisée, - sur les pensions en moins à verser etc-, avoisinerait les 8 milliards d'euros à la même date.

Mais, un autre élément moins audible pour l'opinion entre largement en ligne de compte pour inciter le gouvernement à tenir sa ligne : la pression de nos partenaires européens. « La réforme des retraites, est un énorme marqueur pour eux, ils attendent que la France évolue sur ce sujet », assure un ministre. Et d'ajouter : « L'exception française du départ à 62 ans les agace tellement. Et ce n'est pas nouveau. En Allemagne, déjà, au temps d'Angela Merkel, la chancelière faisait passer le message à Paris dès qu'elle le pouvait : il faut que les Français travaillent plus longtemps ».

Pour rappel, dans les trois quarts des pays de l'Union européenne, l'âge de départ à la retraite atteint ou dépasse 65 ans. Ces dernières années, la plupart des gouvernements européens ont mené des réformes difficiles auprès de leurs concitoyens, non sans se heurter à des oppositions sociales.

De fait, « la France apparaît comme à la traîne, laxiste, flemmarde, oisive », poursuit un autre membre influent du gouvernement. Et de confier : « Surtout que chaque année, en gros, on dit à Bruxelles qu'on va accélérer le mouvement, puis on revient sur notre engagement... parce qu'une année, il y a les gilets jaunes, une autre, c'est le covid, puis l'inflation... ils perdent patience ». Dans le document que Paris a envoyé cet été à Bruxelles, la France a d'ailleurs promis de mener deux réformes importantes : celle de l'assurance chômage, en passe d'être adoptée, et celle des retraites...

La pression de notre premier partenaire économique : l'Allemagne

Ainsi, l'Allemagne est-elle en première ligne pour demander à la France de passer à la vitesse supérieure. Il faut dire, qu'outre-Rhin, les Allemands travaillent plus longtemps que les Français. Ils partent rarement avant 65 ans, l'âge légal de départ, qui sera porté à 67 ans d'ici à 2029.

Au printemps dernier, trois économistes allemands influents - Bernd Raffelhüschen, Stephan Kooths, et Gunther Schnabl, ont même suggéré de porter l'âge de départ à 70 ans, notamment pour "amortir le choc d'inflation", qui en Allemagne dépasse les 10 %.

Et pour cause, en Allemagne aussi, la question du financement est un sujet explosif. Avec une pyramide des âges vieillissante, et une faible natalité, le pays a besoin de récupérer de l'argent. En juin 2021, un rapport indépendant du ministère de l'Economie estimait que le besoin de financement des retraites pourrait représenter 45 % du budget de l'Etat, contre un quart en 2019.

Si le chancelier Olaf Scholz ne prévoit pas de revoir le seuil de 67 ans dans l'immédiat, par crainte de mouvements sociaux alors que la récession se profile en Allemagne, il tolère de moins en moins la position attentiste de la France.

A un moment où le couple franco-allemand est à la peine, où l'Allemagne regarde plutôt du côté des Etats-Unis ou de la Chine, ce sujet des retraites pourrait donc jouer les irritants dans le couple pilier de l'Union. A l'occasion du G20, qui se tient en cette semaine à Bali, le chancelier ne manquera pas de rappeler à Bruno Le Maire ou Emmanuel Macron l'engagement pris par la France sur ce dossier.

Mais les Français toujours remontés contre une réforme

En attendant, dans l'opinion publique française, l'idée de report de l'âge à 64 ans est loin de faire l'unanimité. Dans les sondages, il n'y a guère que les retraités - donc ceux qui ne sont pas concernés par une réforme éventuelle, et qui s'inquiètent surtout du montant de leurs pensions- qui se disent favorables.

Sans surprise, les syndicats continuent de montrer leur hostilité. Dimanche 13 novembre, Philippe Martinez, le leader de la CGT a prévenu : il promet d'importantes mobilisations si le gouvernement décale l'âge de départ. Même pour le patronat, la retraite n'est (plus) pas le premier sujet de préoccupation. Les chefs d'entreprise sont plus allants auprès du gouvernement pour qu'il durcisse les règles de l'assurance chômage - afin de faciliter les recrutements et réduire les tensions en matière de pénurie de main-d'œuvre, ou encore qu'il les aide à payer les factures d'énergie qui s'envolent et menacent la production-.

Malgré l'insistance de nos partenaires européens, la pilule promet toutefois d'avoir du mal à passer. Dans un contexte d'inflation et de pouvoir d'achat rogné, les ménages risquent de ne pas accepter l'effort supplémentaire qu'il leur serait demandé de travailler plus longtemps.

* * *

La Chine dégage son plan de sauvetage du secteur immobilier – La Tribune

La Chine a dévoilé des mesures pour relancer l'immobilier, un secteur crucial pour sa croissance mais rendu exsangue par un durcissement des règles de financement et par la pandémie, qui ont précipité nombre de promoteurs au bord de la faillite.



Depuis 1998, le géant asiatique a connu un boom du secteur immobilier. Dans un pays l'acquisition d'un bien est souvent un prérequis au mariage et un investissement.

Pour relancer une économie dans le rouge, les autorités chinoises ont établi vendredi 16 nouvelles mesures de soutien, censées offrir une bouffée d'oxygène au secteur clef de l'immobilier, qui représente environ un quart du PIB chinois mais traverse une profonde crise. Ces mesures n'ont pas été publiées, mais elles ont été dévoilées dans les grandes lignes lundi par la presse économique chinoise. Elles comprennent notamment un soutien au crédit pour aider les promoteurs criblés de dettes et achever des chantiers en cours.

Car ces derniers mois, faute de liquidités, certains groupes immobiliers, croulant sous les dettes, ont mis fin à leurs travaux et un nombre croissant de propriétaires, furieux de voir les chantiers à l'arrêt, ont décidé d'arrêter de rembourser. De quoi aggraver les défauts de paiement et la crise, dans un pays où la construction et l'immobilier représentent environ un quart du PIB chinois.

Un « tournant »

L'objectif des mesures dévoilées par Pékin, qui vont être prises par la banque centrale et le régulateur des banques et des assurances, est de « garantir » la remise des biens et d'ordonner aux banques d'accorder des « prêts spéciaux » pour parvenir à cette fin, selon une directive circulant en ligne et citée par les médias chinois.

Cette décision traduit un « tournant » pris par les autorités depuis leur décision en 2020 de durcir l'accès au crédit des promoteurs immobiliers, estime l'économiste Ting Lu de la banque Nomura. « Ces mesures montrent que Pékin est prêt à revenir sur la plupart de ses décisions », souligne-t-il. A tel point que la nouvelle a fait bondir lundi de plus de 3% la Bourse de Hong Kong à l'ouverture, où de nombreux groupes immobiliers sont cotés.

En effet, depuis 2020, l'accès au crédit pour les promoteurs, qui avaient pu se développer à vitesse grand V grâce aux prêts bancaires, s'est depuis considérablement réduit, les autorités décidant d'y mettre le holà. Car parallèlement, la demande en biens immobiliers déclinait sur fond de ralentissement économique et d'incertitudes liées aux restrictions, très strictes, pour lutter contre le Covid-19. Résultat, depuis 2020, nombre de promoteurs immobiliers luttent pour leur survie, dont l'ex-poids lourd du secteur, [Evergrande, étranglé par une dette estimée l'an dernier à quelque 300 milliards de dollars](#).

Autre tournant amorcé, la semaine dernière, la Chine a annoncé l'assouplissement de plusieurs mesures anti-Covid. Sans y renoncer, Pékin cherche à affiner ses mesures de contrôle de l'épidémie. Les mesures d'assouplissement décidées incluent des périodes de quarantaine plus courtes pour les voyageurs entrant dans le pays et les personnes en contact étroit avec des cas positifs. Les quarantaines ont été réduites de deux jours, passant à huit jours, les cinq premiers jours étant passés dans une installation centralisée.

Ces mesures, qui pénalisent lourdement l'économie, ont été saluées par les marchés financiers. Jusqu'à présent, la stratégie dite « zéro Covid » se traduisait par des confinements de quartiers ou villes entières dès l'apparition de cas positifs, ayant de lourdes conséquences économiques (répercussions sur les chaînes logistiques mondiales et le moral des entreprises). « L'économie chinoise affronte deux obstacles cette année: le zéro Covid et l'immobilier » résumaient Larry Hu et Yuxiao Zhang, économistes chez Macquarie.

Ces derniers temps, les mauvais chiffres se sont succédé pour l'activité économique chinoise. Les statistiques concernant les exportations, les prix à la production et l'activité manufacturière dans la deuxième économie mondiale ont toutes été dans le rouge. Même les milliardaires chinois ont pris un coup : leur nombre a connu sa plus forte baisse en 24 ans.

(Avec AFP et Reuters)

latribune.fr

* * *

COP 27 : 210 millions d'euros pour aider les pays vulnérables face aux catastrophes naturelles – La Tribune

La présidence allemande du G7 et une soixantaine de pays vulnérables, membres du V20, ont lancé lundi, à l'occasion de la COP 27, une nouvelle structure baptisée « bouclier mondial contre les risques climatiques » et dotée d'une enveloppe de 210 millions d'euros. L'objectif est d'aider les populations dans les pays en développement à financer les dégâts liés à une catastrophe climatique. Mais les ONG, plutôt sceptiques, estiment que ce n'est pas la seule solution.



Le Pakistan a été dévasté cet été par des pluies diluviennes, deux millions d'habitation ont été détruites. (Crédits : AKHTAR SOOMRO)

A l'occasion de la conférence de l'ONU pour le climat (COP 27), qui se tient actuellement à Charm el-Cheikh en Egypte, un « *bouclier mondial contre les risques climatiques* » a été lancé, sous l'impulsion de la présidence allemande du G7 et d'une soixantaine de pays vulnérables (V20). L'objectif affiché est de pallier les « *faiblesses des structures de protection financière* » dans les pays les plus vulnérables via un « *financement pré-organisé* » qui peut être déboursé avant ou juste après une catastrophe climatique.

Cette nouvelle structure, dotée pour l'instant d'un budget de 210 millions d'euros (170 millions d'euros annoncés par l'Allemagne et 40 millions d'autres pays), bénéficiera d'abord à un premier groupe de pays incluant Bangladesh, Costa Rica, Fiji, Ghana, Pakistan, Philippines et Sénégal.

Ce dispositif inclut en particulier des systèmes d'assurance contre les dégâts causés aux récoltes, aux bâtiments ou contre l'interruption d'activités d'une entreprise. « *Cela peut être des systèmes de protection sociale adaptatifs* », ou « *un soutien financier immédiat à un gouvernement pour reconstruire un pont ou une école* », a expliqué lors d'une conférence de presse la ministre allemande du développement, Svenja Schulze, évoquant des plans « *faits sur mesure* » pour chaque pays.

Un dispositif qui ne fait pas l'unanimité

Bien que la question des « *pertes et dommages* » déjà subis par les pays en développement et de leur financement soit un des points chauds de cette COP 27, ce bouclier, présenté par l'Allemagne comme une des réponses aux « *pertes et dommages* », ne fait pas l'unanimité.

« *Les compagnies d'assurance, par nature, sont réticentes à couvrir ou à payer* », juge Teresa Anderson, d'ActionAid International. « *Cela ne peut pas détourner l'attention de la demande première des pays en développement de créer un mécanisme financier pour les pertes et dommages à la COP27* », estime Harjeet Singh, du Climate Action Network.

Les pays riches se sont en effet toujours montrés très réticents au lancement d'un tel mécanisme. Ils craignent les conséquences légales d'une telle « *reconnaissance* » des pertes et dommages, et arguent que le financement climatique dispose déjà de multiples canaux. En créer un de plus ajouterait une complexité inutile.

Des dommages estimés à 525 milliards de dollars

Malgré tout, « *le bouclier mondial n'a que trop tardé* », a déclaré dans un message vidéo Ken Ofori-Atta, ministre des Finances du Ghana et président du V20, soulignant que les pays vulnérables « *payaient déjà* » pour les pertes et dommages.

Le V20 estime que les dommages causés par les impacts climatiques aux économies de ses membres à 525 milliards de dollars depuis 2000. Ce bouclier « *n'est pas une tactique pour éviter toute négociation formelle sur les pertes et dommages ou des arrangements financiers à cette COP* », a assuré de son côté Svenja Schulze, notant que ce n'était « *pas la solution unique* » à ce problème et qu'il faudrait notamment se pencher aussi sur les événements à évolution lente, comme la montée des océans et sur les pertes « *non économiques* ».

Car l'urgence est là. Avec l'accélération des catastrophes, et un réchauffement sur une trajectoire toujours montante, les montants de dégâts liés au dérèglement climatique pourraient atteindre entre 290 à 580 milliards de dollars par an en 2030 et de 1.000 à 1.800 milliards en 2050, selon des chiffres cités par l'Institut Grantham sur le changement climatique de la London School of Economics.

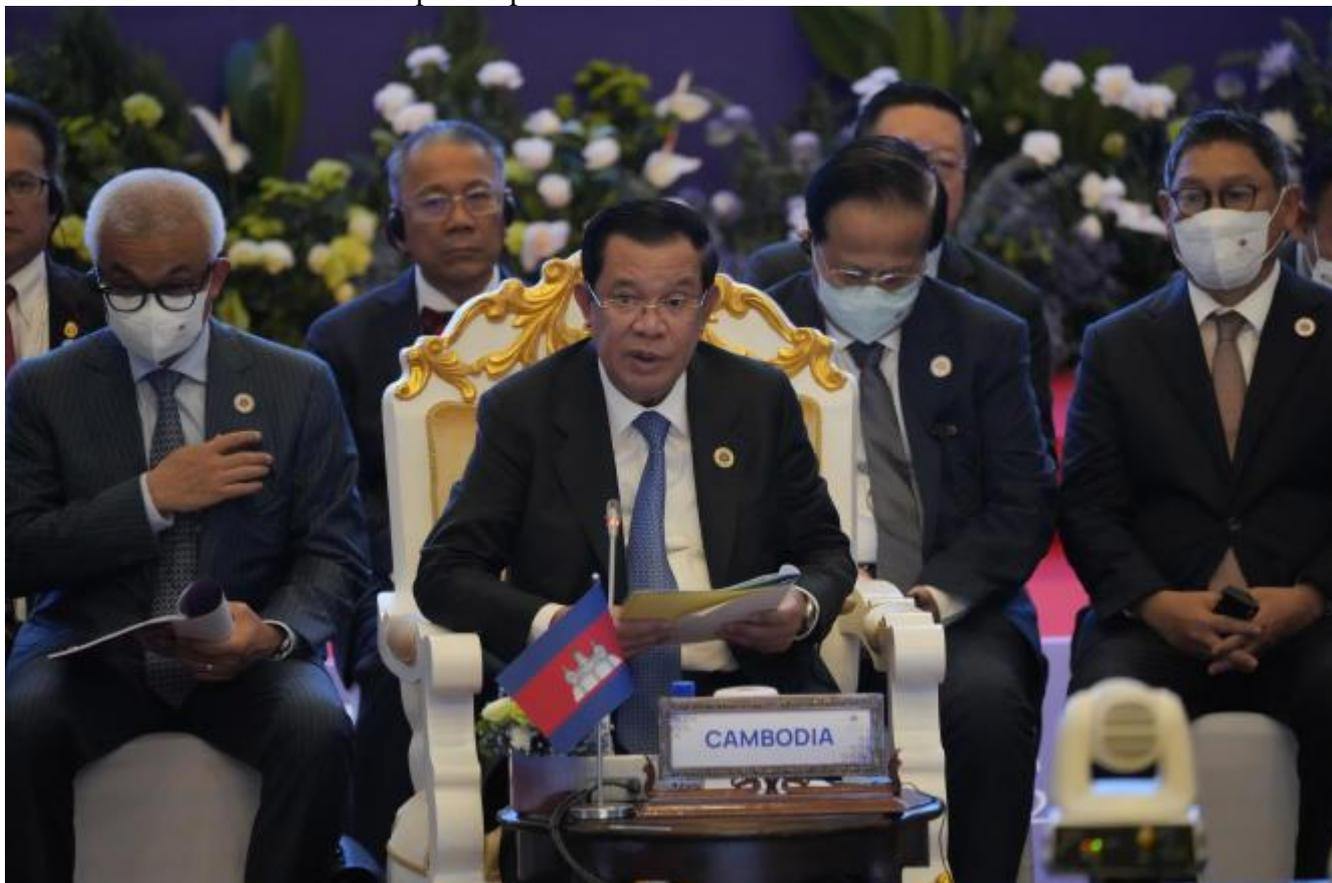
(Avec AFP)

latribune.fr

* * *

Les pays du Sud-Est asiatique embarrassés face à la junte birmane – Le Monde

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, dont les dirigeants se sont rencontrés à Phnom Penh, du 10 au 13 novembre, ne parvient pas à trouver un consensus pour ouvrir des discussions avec les différentes parties présentes en Birmanie.



Le premier ministre cambodgien, Hun Sen, lors du dernier jour du sommet de l'Asean à Phnom Penh, le 13 novembre 2022. ANUPAM NATH / AP

Un an après avoir exclu le chef de la junte birmane de leur sommet annuel, les dirigeants de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) ont acté à Phnom Penh, vendredi 11 novembre, l'impasse des négociations avec les généraux qui se sont emparés du pouvoir à Naypyidaw lors du coup d'Etat de 2021.

Si la situation en Birmanie, qui glisse chaque jour davantage vers la guerre civile, devrait être largement éclipsée par le dossier russo-ukrainien lors du sommet du G20, qui s'ouvre mardi 15 novembre à Bali, en Indonésie, elle n'en reste pas moins une préoccupation de premier ordre dans la région. Pour la deuxième année consécutive, le premier ministre autoproclamé du régime birman, le général Min Aung Hlaing, n'a pas été invité au sommet régional de l'organisation, qui s'est achevé dimanche 13 novembre.

Le premier ministre cambodgien, Hun Sen, hôte du sommet de l'Asean – son pays en a assuré la présidence tournante en 2022 –, s'était rendu dans la capitale birmane en janvier pour rencontrer le général putschiste, rompant le front fragile d'un ostracisme régional contre la junte. Mais il n'avait rien obtenu en retour.

Si, à Phnom Penh, les pays de l’Asean ont convenu d’« explorer d’autres approches pour la mise en œuvre du consensus en cinq points » – sur lequel ils s’étaient mis d’accord lors d’un sommet à Djakarta, en avril 2021 et qui concerne notamment la possibilité de rencontres avec le gouvernement parallèle de la résistance et les guérillas ethniques –, aucune mise au ban plus poussée du régime birman n’a été annoncée.

« Il y a trois gagnants à ce sommet, estime un diplomate européen en Asie du Sud-Est. Le Cambodge, qui a maintenu le vernis d’une unité de l’Asean, l’Indonésie, qui prend la présidence de l’Asean l’an prochain et a obtenu un cadre pour agir davantage si elle le souhaite, et la junte birmane, qui s’en tire bien car elle n’a pas été rétrogradée dans les réunions. La question, c’est ce que l’Indonésie va faire de ce cadre ouvert. » Le président indonésien, Joko Widodo, a confié à la presse, vendredi, sa « profonde déception » que « la situation au Myanmar s’aggrave ». « Nous ne devons pas permettre à la situation [en Birmanie] de prendre l’Asean en otage », a-t-il ajouté.

Enjeux pressants

En coulisses, les Occidentaux encouragent l’Asean à se doter d’un émissaire permanent sur la Birmanie et non attaché au pays qui a la présidence – ce qui n’est pas encore le cas. Les enjeux sont pressants : la junte prévoit d’organiser des élections en août 2023. Les Occidentaux estiment que l’exercice ne doit pas être cautionné, dans la mesure où il exclut la principale force politique du pays, la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de l’ancienne dirigeante emprisonnée Aung San Suu Kyi. Nombre de pays de l’Asean pourraient cependant être bien moins regardants à l’égard du processus électoral à venir.

Dans un rapport publié le 2 novembre, l’APHR, le collectif des parlementaires des pays d’Asie du Sud-Est pour les droits de l’homme, s’est dit consterné par le choix initial des « gouvernements étrangers et des institutions internationales » de « laisser l’Asean montrer la voie pour résoudre la crise birmane ». « Alors que certains Etats membres, comme la Malaisie, ont appelé à une nouvelle approche, y compris un engagement direct avec le gouvernement d’unité nationale [le NUG, le gouvernement parallèle de la résistance] et d’autres forces démocratiques, des pays comme la Thaïlande ou le Cambodge ont continué à soutenir la junte », notent-ils. En outre, celle-ci « reçoit un important soutien matériel, rhétorique et moral de ses alliés étrangers » – la Russie, la Chine et l’Inde. Pékin veille au grain, malgré son dépit de voir s’enliser les projets ferroviaires des « nouvelles routes de la soie » en raison du chaos. L’Inde, elle, ne veut pas laisser le terrain à Pékin, tandis que Moscou fournit de l’armement aux Birmans.

L’engagement russe en Birmanie préoccupe les Etats-Unis : Washington compte sur le Burma Act, un texte adopté par la Chambre des représentants en avril mais en attente d’un vote au Sénat, pour pénaliser davantage la junte. Lors du sommet entre l’Asean et les Etats-Unis, à Phnom Penh, samedi, le président Joe Biden a voulu marquer par sa présence le retour de Washington comme un partenaire qui compte dans la région, face à la Chine, après quatre années de chaise vide de la part de son prédécesseur, Donald Trump.

M. Biden y a promu l’outil imaginé comme pendant aux « nouvelles routes de la soie » chinoises : l’Indo-Pacific Economic Framework for Prosperity (Cadre économique pour la prospérité en Indo-Pacifique), annoncé en mai à Tokyo lors de son premier déplacement en Asie. Sept pays d’Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam), sur les dix membres de l’Asean, l’ont pour l’instant rejoint. Les

négociations formelles de cette initiative, qui regroupe 14 pays, doivent débuter en décembre, en Australie.

Brice Pedroletti(Bali (Indonésie), envoyé spécial)

* * *

Les BRICS en quête d'un contre-pouvoir au G20 – Les Echos

Une dizaine de pays manifestent leur intérêt de rejoindre le club des grands pays émergents constitués par les BRICS. Cette intention trouve son origine dans les tensions générées par la guerre en Ukraine et la rivalité entre les Etats-Unis et la Chine. Mais les BRICS se heurtent à la réalité de leurs intérêts divergents.



Au sommet des BRICS virtuel de juin dernier, la Chine a évoqué l'idée d'un élargissement du club. (Li Tao/AP/SIPA)

De plus en plus de pays manifestent leur intérêt de rejoindre ce que l'on a coutume d'appeler le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). L'Arabie saoudite, le Mexique, le Nigeria, le Venezuela et... l'Iran ont fait part de leurs intentions.

Même l'Argentine, qui a participé en tant qu'observateur au [dernier sommet virtuel des BRICS](#), organisé en juin dernier par la Chine, ne cache pas ses ambitions d'adhésion. Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, avait bien évoqué l'idée d'un « élargissement du forum à des pays comme l'Argentine ou le Pakistan. La Chine a invité le Kazakhstan, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Egypte, l'Indonésie, le Nigeria, le Sénégal, les Emirats arabes unis et la Thaïlande à rejoindre le dialogue BRICS ».

At BRICS+ Dialogue of FMs, SC&FM Wang Yi proposed to uphold multilateralism, focus on development & pursue win-win cooperation.

BRICS welcomes the participation of KZSAAREGIDNGSNAETH in the dialogue, a vital cooperation platform for emerging markets & developing countries. pic.twitter.com/zKhrqB3jBf

— Chinese Mission to UN (@Chinamission2un) [May 20, 2022](#)

Tout semble indiquer que le forum du G20, au sein duquel le poids des pays industrialisés est prépondérant, va être concurrencé par cette nouvelle enceinte. La volonté de Vladimir Poutine, isolé sur la scène internationale, de contrer l'hégémonie occidentale, se heurte cependant à une dure réalité. Si les BRICS représentent 41 % de la population mondiale, 24 % du PIB et 16 % du commerce mondial, ils restent un club hétéroclite aux ambitions divergentes.

Les BRICS n'ont pas de projet de substitution au système en vigueur actuellement.
Christophe Ventura Directeur de recherche à l'Iris

Directeur de recherche à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris), Christophe Ventura, lors d'un séminaire organisé la semaine dernière, a jugé que « les BRICS sont un objet non identifié arrivé tardivement, en 2009, et qui est en train de se reconfigurer du fait de la guerre en Ukraine ». Mais à ses yeux, ce groupe n'a pas réussi à remplacer l'hégémonie des Etats-Unis, même si celle-ci s'est effritée. « Les BRICS n'ont pas de projet de substitution au système en vigueur actuellement », juge-t-il.

Asymétrie économique

Si l'on regarde la structure des échanges au sein de ce groupe, ce qui frappe c'est leur asymétrie. « Si la Chine s'est imposée comme le premier partenaire des BRICS, l'inverse n'est pas encore vérifié. L'Afrique du Sud, le Brésil, l'Inde et la Russie restent ainsi des partenaires marginaux pour la Chine, qui a de surcroît avec eux une relation de fournisseur peu diversifiée, centrée autour d'une ou deux matières premières », notait au printemps dernier, dans une [note de recherche](#), Sophie Wiewiorka, économiste Asie au Crédit Agricole. « Le PIB de la Chine est supérieur au PIB combiné des quatre autres pays », observait pour sa part Valérie Niquet, maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) lors du séminaire de l'Iris.

En lançant en 2013 son projet des nouvelles de la soie, la Chine a prouvé que les BRICS n'étaient plus leur priorité.

Valérie Niquet Maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique

Cette asymétrie se retrouve dans la sphère financière. Si la Chine avait plaidé pour la création de nouvelles institutions internationales, ces institutions ont en réalité surtout servi les intérêts chinois. « La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, ou la Nouvelle banque de développement, des banques pilotées depuis leur siège officiel de Pékin ou Shanghai qui se voulaient les concurrentes plus rapides, plus efficaces que la Banque mondiale ou la Banque asiatique de développement, ont pour l'instant échoué à rivaliser en termes d'approbation et de décaissements », observe-t-elle. « En lançant en 2013 son projet des nouvelles routes de la soie, la Chine a prouvé que les BRICS n'étaient plus leur priorité », assure Valérie Niquet.

« Les BRICS sont comme les autres clubs ou forums et chacun y défend ses propres intérêts », explique Christophe Ventura. New Delhi n'entend pas en faire une enceinte géopolitique. Les autorités indiennes, qui s'appêtent à présider l'an prochain le forum du G20, s'opposent à tout élargissement des BRICS qui saperait leur influence. Pourtant alliée proche de la Russie, l'Inde prend peu à peu ses distances à l'égard de Moscou, comme en témoigne sa volonté de diversifier [ses acquisitions d'armes](#) auprès d'autres pays.

Si plusieurs Etats manifestent des velléités de rejoindre le club, leurs annonces relèvent plus d'une stratégie visant à faire monter les enchères auprès des pays riches, que d'un espoir de supplanter le G20. La lenteur des négociations internationales pour réduire leurs dettes et les retards des pays industrialisés à les aider sur les questions climatiques sont à l'origine de leur démarche.

Richard Hiault

* * *

Un vol toutes les dix minutes : Qatar Airways, le pont aérien de la Coupe du monde - L'Express

Pour le pays organisateur du Mondial 2022 de football, l'aérien est à la fois vital et (comme toujours) démesuré.

|



Pendant la Coupe du monde de football, toutes les dix minutes, des avions relieront Dubaï, Koweït City, Mascate (Oman), Riyad et Djeddah (Arabie saoudite) à la capitale qatarie Doha.

De l'aveu même d'un spécialiste français du secteur du voyage, "c'est du jamais vu". Pendant toute la durée de la Coupe du monde de football au Qatar, qui démarrera le 20 novembre, le micro-Etat gazier va opérer des vols depuis les autres capitales régionales du Golfe pour acheminer les supporters vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Toutes les dix minutes en moyenne, jour et nuit, des avions relieront donc Dubaï, Koweït City, Mascate (Oman), Riyad et Djeddah (Arabie saoudite) à la capitale qatarie Doha. Baptisés "*match day shuttle*", ces 168 vols quotidiens, qui s'ajoutent aux centaines de vols long-courriers, seront utilisés par les fans comme une sorte de RER aérien. "Nous avons l'habitude d'affréter des avions pour transporter nos clients depuis la France jusqu'aux différents sites de compétition. Mais sur une Coupe du monde, que ce soit institutionnalisé comme ça au niveau local, c'est assez fou. Un grain de sable sur un appareil pourrait perturber toute l'organisation", souffle un tour-opérateur français.

Pour orchestrer ce ballet aérien, Qatar Airways, qui vient d'enregistrer des profits records en 2021-2022 (14,4 milliards de dollars de revenus pour 1,5 milliard de bénéfices net), va donc s'appuyer sur d'autres compagnies régionales comme Flydubai (60 vols par jour), Kuwait Airways (20), Oman Air (48) et Saudia (40). "Dès le départ, nous avons dit que la Coupe du monde était pour toute la région. Ces vols "*match day*" permettront à plusieurs milliers de fans d'assister au premier tournoi dans le monde arabe", justifiait en mai

dernier Yasir Al Jamal, le directeur général du Comité suprême pour la livraison et l'héritage.

"Les fans arriveront le matin et repartiront le soir"

Malgré les appels au boycott, le Qatar attend un million de visiteurs (dont 10 000 Français) et anticipe des journées à plus de 150 000 arrivants. Or l'avion constitue l'unique porte d'entrée via l'aéroport international Hamad. Et, signe de la pression exercée sur ses capacités, les pistes historiques de l'autre plateforme de Doha, qui n'étaient plus utilisées depuis 2014 que pour les vols de la famille royale, de l'armée de l'air du Qatar ou d'une poignée de personnalités, retrouvent même du service. Les compagnies régionales à bas coûts y débarqueront leurs clients jusqu'au 30 décembre prochain.

Une vue aérienne du stade Al-Bayt, où doit se dérouler le match d'ouverture de la compétition le 20 novembre.

afp.com/-

Alors que la compétition est notamment vilipendée pour sa gabegie climatique, le gigantesque pont aérien quotidien et l'offre intensive proposée par Qatar Airways visent surtout à boucher un trou béant dans l'organisation : l'offre hôtelière du pays. En effet, pour bénéficier de tarifs attractifs (entre 80 et 200 euros le billet d'avion), la condition sine qua none imposée par la compagnie nationale consiste à ce que les supporters ne dorment pas au Qatar. "Les fans arriveront le matin et repartiront le soir, sans avoir besoin de séjourner à l'hôtel", vantait Qatar Airways au printemps dernier en présentant ses offres commerciales. "Ce dispositif arrange une poignée de clients qui pourront faire la fête en rentrant à Dubaï plutôt que de subir les restrictions imposées par la charia [NDLR : la loi islamique]", fait remarquer un spécialiste du voyage. Mais pouvait-il en être autrement ?

Le pays ne dispose que de 100 000 chambres d'hôtel. Nettement insuffisant. D'autant plus que tous les établissements 3 ou 4-étoiles ont été pris d'assaut par la Fifa et le comité d'organisation. Ne reste sur le marché que les luxueux 5-étoiles ou des appartements locatifs. Cette offre limitée a logiquement fait exploser les prix. "Par rapport à la Coupe du monde 2018 en Russie, nos packages - vols + hôtel + tickets de match - ont été un peu plus chers [NDLR : +30% environ], entre 2500 et 2800 euros selon la période. Nous allons donc déplacer moins de monde que d'habitude, environ 500 personnes contre 3000 à 4000 d'ordinaire", confie Alexandre Fleury, directeur de l'activité football chez

Groupe Couleur, une agence de voyages française dédiée au sport. Chez ce partenaire officiel de la Fédération française de football, il n'y a plus aucun package à vendre et le côté "voyage à la carte" a été chamboulé par les contraintes imposées par le comité d'organisation.

D'ailleurs, encore un symbole des difficultés hôtelières, le Qatar vient d'inaugurer des baraquements, certes confortables mais réalisés avec des containers, à 200 dollars la nuit. Le pays vient aussi de voir arriver trois énormes paquebots de l'armateur italo-suisse MCS, dont le flambant neuf *World Europa*, le plus grand de la flotte, tout juste sorti des chantiers de Saint-Nazaire. Avec ses six piscines et ses 2633 cabines, le luxueux hôtel flottant (à partir de 350 dollars la nuit) affiche déjà quasi complet.

Sébastien Pommier

* * *

Réseau : la Team France Export se dote d'un club d'ambassadeurs – Le Moci



Pour convaincre des dirigeants d'entreprises d'aller à l'export, rien de mieux que d'autres dirigeants d'entreprises. Les acteurs de la Team France Export l'ont bien compris : ils viennent de lancer en grande pompe leur propre réseau « d'ambassadeurs » avec une première promotion de 50 dirigeants de TPE, startup, PME et ETI de divers secteurs.

Il y avait les conseillers du commerce extérieurs (CCE), les clubs export des Chambres de commerce, le réseau Excellence de Bpifrance (et ses accélérateurs, qui ont proliféré depuis 2015), les clubs Stratexio, il y a désormais **les ambassadeurs Team France Export (TFE)**.

La première promotion de ces « ambassadeurs TFE », composée de **50 dirigeants d'entreprises exportatrices** venus de tout le territoire, a été intronisée le 10 novembre, en présence d'**Olivier Becht**, le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de l'attractivité et des Français de l'étranger et des représentants des principaux acteurs de la team France Export dont **Christophe Lecourtier**, directeur général de Business France, **Alain Di Crescenzo**, président de CCI France et **Pedro Novo**, directeur exécutif en charge de l'Export chez Bpifrance.

Ces 50 « champions », qui se sont engagés pour 2 ans dans ce programme, ont été sélectionnés par les conseillers de la TFE en régions, puis validés par un comité national rassemblant les acteurs du dispositif parmi les 30 000 PME et ETI que le dispositif a accompagné depuis sa mise en place en 2019. On en compte de deux à six par régions et collectivités territoriales, dans la métropole et Outre-mer..



« *Nous avons besoin de vous pour vaincre l'attentisme* » des chefs d'entreprises qui n'exportent pas ou peu, leur a lancé Christophe Lecourtier. Car si, comme l'a indiqué Alain Di Crescenzo, « *cette TFE, ça marche* », et qu'en terme de résultats, elle a contribué à l'augmentation du nombre d'exportateurs à 139 000, pratiquement 20 000 de plus qu'en 2019, il reste du pain sur la planche.

« *En Italie, ils sont 220 000, nous avons des marges de progression* » a indiqué Olivier Becht. Pour le ministre, la cible, ce sont les 80 % de PME et ETI qui n'exportent pas et ne sont pas internationalisées. Et l'enjeu, c'est de « *les convaincre que l'export est une belle aventure qui va peut-être conditionner leur réussite et leur survie* » dans les années à venir.

Des dirigeants de Startup, PME, ETI



Parmi ces 50 premiers ambassadeurs, des dirigeants de petits poucets comme le domaine viticole **Montirius** (**Manon Saurel**), ou de startup comme **Kadalys** (**Shirley Billot**, fondatrice), mais aussi de nombreuses PME à l'instar de **Dosatron** (**Jérôme Flick**, Directeur du développement), **Tonnellerie Bel Air** (**Benoit Caron**, DG), **Top Industrie** (**José Taborda**, P-dg), **Fluigent** (**France Lambert**, P-dg), **Pâtisserie des Flandres** (**Stéphanie Potdevin**, responsable export), sans oublier les ETI comme **Actia Group** (**David Elizalde**, directeur Développement et innovation) et **Dosatron** (**Olivier Schiller**, président).

« *L'export, ça ne s'invente pas, ça s'apprend* » a très justement souligné Alain Di Crescenzo. Mais il faut braver ses appréhensions, et savoir s'adapter à de nouveaux challenges : « *c'est la ligue d'improvisation, pas du théâtre classique* » aime à dire **Philippe Chican**, P-dg d'Hussor, une PME dans la mécano-soudure pour le BTP qui a commencé récemment à s'ouvrir nouveaux marchés à l'international (20 % de son CA).

La mission de ces ambassadeurs sera donc, à travers le partage de leur expérience et leur témoignage lors d'événements ou de rencontres de la TFE, de contribuer à « *ce travail de contamination collective* » évoqué par Pedro Novo pour éveiller le désir d'export chez leurs pairs.

Christine Gilguy

* * *

Mathias Vicherat : “Il faut décentrer le regard des hauts fonctionnaires de demain” – Acteurs Publics

Un an après sa nomination à la tête de Sciences Po Paris, Mathias Vicherat revient sur les enjeux de son mandat en matière de diversification sociale et de formation aux concours de la haute fonction publique.



Photo : Quentin Veuillet

Vous avez pris la tête de Sciences Po Paris il y a un an. Dans quel état avez-vous trouvé la maison ?

Il y avait deux chantiers à mener rapidement : apaiser l'institution et renouveler l'orientation stratégique en renforçant, pour cela, les équipes. Depuis un an, j'ai recruté un directeur de la formation et de la recherche (Sergeï Guriev), l'équivalent d'un provost dans les universités américaines. Une fonction qui permet de rapprocher ces deux dimensions essentielles. C'est important car Sciences Po accueille 280 professeurs de la faculté permanente (enseignants-chercheurs) et 4 500 vacataires. Ils doivent dialoguer davantage et mieux travailler ensemble. Les recrutements de chercheurs doivent se faire également en fonction des besoins d'enseignement, ce qui n'était pas complètement optimisé jusqu'ici. Sergeï Guriev, ancien chef économiste de la BERD [la Banque européenne pour la reconstruction et

le développement, ndlr], ancien président de l'université d'économie de Moscou, est un économiste internationalement reconnu. Il incarne la dimension internationale de Sciences Po. Nous avons aussi recruté une nouvelle doyenne pour notre École d'affaires internationales – l'ancienne ministre espagnole des Affaires étrangères Arancha Gonzalez –, un nouveau doyen de l'École d'affaires publiques, l'économiste Philippe Martin ; Tommaso Vitale comme doyen pour notre École urbaine, ainsi qu'une nouvelle directrice des ressources humaines et une nouvelle directrice de la communication.

Vous parliez d'apaisement. Quelle a été votre approche ?

L'apaisement a nécessité une approche plurielle. Nous avons tout d'abord organisé une grande consultation des salariés, ce qui n'avait pas eu lieu depuis onze ans, sur tous les sujets : rémunération, stratégie, évolution professionnelle, etc., afin de bâtir une stratégie de ressources humaines adaptée aux besoins de l'établissement. Dans un autre registre, nous avons mieux associé les étudiants à toute une série d'instances comme le comité des dons ou la commission de déontologie. Certains recrutements de cadres dirigeants ont également été opérés via des search committees dans lesquels siégeait un étudiant. Nous avons aussi renforcé nos actions pour lutter contre les violences sexuelles et sexistes. J'ai souhaité bâtir un dispositif plus solide : une magistrate professionnelle a ainsi été recrutée, ce qui est une première dans une université. Elle dirige la cellule d'enquêtes et caractérise les faits afin que les procédures soient plus robustes, dans une logique d'indépendance affirmée, tant à l'égard des victimes présumées que des auteurs présumés.

Comment définiriez-vous l'une des missions dévolues à votre établissement, à savoir celle de former les futurs agents publics ?

Quantitativement, le service public est de moins en moins un débouché pour nos étudiants : 70 % de nos 15 000 élèves vont dans le privé, 20 % vont dans le public et 10 % dans la sphère associative ou dans les organisations internationales. Cela étant, je souhaite que nous conservions notre rôle originel de formation des futurs hauts fonctionnaires. Nous avons deux écoles (masters) qui forment aux métiers de la haute fonction publique : l'École de droit (pour les commissaires de police, magistrats, membres de l'administration pénitentiaire, etc.) et l'École d'affaires

publiques (EAP). Ainsi, 76 % des admis aux concours dans la dernière promotion de l'ENA venaient de Sciences Po.

Nous sommes la grande école la plus ouverte socialement : nous avons multiplié par 16 en vingt ans le nombre d'élèves dont les parents sont ouvriers ou employés.

Quel constat faites-vous de la démocratisation sociale lancée il y a vingt ans par Richard Descoings [directeur de Sciences Po Paris de 1996 à 2012, ndlr] ?

Lorsque l'on observe le chemin parcouru en termes de diversité géographique et sociale, les progrès sont impressionnants. Or l'ouverture et la diversification de la haute fonction publique passent par la diversification de notre corps étudiant. Les chiffres sont parlants. Nous avons 6 % de boursiers il y a vingt ans et aujourd'hui, nous approchons les 30 %, sans brader pour autant l'excellence puisque 97 % de nos entrants ont la mention "très bien" au baccalauréat. Il y a vingt ans, on comptait 60 % de Parisiens parmi les admis, ils ne sont plus que 10 %. Nous sommes allés chercher l'excellence partout où elle se trouve avec des dispositifs comme les "conventions éducation prioritaire" (CEP), que nous allons d'ailleurs renforcer. Dès l'année prochaine, 50 % d'élèves en plus viendront des dispositifs CEP (de 170 à 250). Nous sommes la grande école la plus ouverte socialement : nous avons multiplié par 16 en vingt ans le nombre d'élèves dont les parents sont ouvriers ou employés, en passant de 120 par an en 2000 à 2 200 par an aujourd'hui. C'est également l'un des effets positifs de Parcoursup, qui ouvre géographiquement l'origine des candidats, notamment en faisant sauter un verrou psychologique. Dès la première année de notre présence sur la plate-forme, nous avons eu 100 % de candidats en plus. Plus Sciences Po s'ouvre en amont, plus nous aurons des effets sur l'ouverture sociale de la haute fonction publique. Il faut néanmoins nuancer ce tableau pour certaines catégories. Si le dispositif des CEP fonctionne très bien, nous observons que les étudiants issus de cette voie sont en revanche deux fois moins nombreux à présenter les concours de la haute fonction publique : il reste un plafond de verre. Nous avons donc encore du travail à faire sur l'information préalable afin de démystifier et d'ouvrir davantage les concours de la haute fonction publique.

Ces chiffres ne cassent pas pour autant votre image parisienne, comme l'a montré l'épisode de 2021 au cours duquel le gouvernement de l'époque a tenté de vous exclure de la liste des établissements reconnus pour le dispositif "Prépas talents". Comment l'expliquez-vous ?

Sciences Po a fondamentalement changé, notamment en accueillant désormais 50 % d'étudiants internationaux, mais certains anciens étudiants ont une persistance rétinienne : ils se souviennent du Sciences Po de leur époque et plaquent ces représentations aujourd'hui datées. C'est aussi le cas chez certains journalistes. C'est à nous de mieux expliquer ce que Sciences Po est devenu : une formidable université internationale de recherche et d'enseignement.

Si cette image persiste, c'est aussi parce que votre établissement se trouve en concurrence avec les IEP de province, pourvus d'une autre légitimité territoriale...

Il y a à la fois une concurrence, mais aussi un partenariat avec les autres IEP. Depuis mon arrivée, j'ai fortement resserré les liens avec eux. Nous nous réunissons, nous échangeons sur des problématiques communes comme les violences sexistes et sexuelles ou l'égalité des chances, pour bâtir des dispositifs complémentaires. Nous nous parlons de plus en plus et je me réjouis de collaborations à venir.

Nous allons recruter davantage d'enseignants-chercheurs spécialisés dans les transitions numériques et environnementales.

Sciences Po prépare-t-il bien les managers publics aux enjeux de demain, comme les transitions numériques ou écologiques et les défis géopolitiques ?

Je souhaite que Sciences Po soit, au niveau international, l'université de référence sur la combinaison des expertises professionnelles et des savoirs interdisciplinaires en sciences humaines et sociales. Nous marchons de plus en plus sur ces deux "jambes". C'est ce qui constitue la dimension unique de Sciences Po dans le paysage universitaire français et même européen. Cette combinaison constitue le meilleur atout pour devenir un haut fonctionnaire demain. Nous renforçons aussi nos enseignements sur les questions des transitions (environnementale, numérique), ce qui est aussi indispensable pour le secteur public que pour le secteur privé. Dès

janvier 2023, tous les étudiants de première année suivront un cours de 24 heures sur les transitions environnementales. Les masters vont aussi se renforcer sur ces enjeux. Grâce à un appel à projets dans le cadre du quatrième programme d'investissements d'avenir (PIA), dont nous avons été lauréats, nous avons obtenu 16 millions d'euros sur dix ans : nous allons recruter davantage d'enseignants-chercheurs spécialisés dans ces transitions numériques et environnementales. Sur nos 280 professeurs actuels, une trentaine travaillent sur ces sujets environnementaux. Je souhaite en recruter 30 supplémentaires dans les prochaines années.

Quelle est la plus-value de votre formation ?

Je crois que nous sommes bien armés pour contrer une tendance que l'on observe chez les aspirants à la haute fonction publique : la prudence des argumentaires dans les oraux et les écrits, sans doute guidée par la peur de déplaire aux jurys. Au vu des crises que nous affrontons, chaque fois que je rencontre des élèves qui se destinent à ces concours, je leur dis que la puissance publique aura besoin de hauts fonctionnaires engagés au sens non militant du terme, de hauts fonctionnaires pourvus de convictions et d'une part d'engagement susceptible de provoquer l'action et la réforme. À Sciences Po, nous transformons ces convictions en capacité d'action, vous apprenez l'esprit critique avec un espace important pour le débat et la controverse, qui sont dans l'ADN de notre institution depuis cent cinquante ans. Je leur dis toujours : "Ayez un vrai point de vue, avec bien évidemment des arguments."

Comment avez-vous perçu la réforme de la haute fonction publique, qui vise à passer d'une logique de corps à une logique d'emploi ?

En tant que directeur de Sciences Po, il ne m'appartient pas de commenter cette réforme. On sort des logiques de tuyaux d'orgues avec un tronc commun à plusieurs écoles de service public, ce qui me paraît une nécessité. Je crois que les choses doivent être bien organisées et ordonnées car nous parlons de la formation des élites administratives de demain. Évidemment, dès que la disparition de l'ENA a été annoncée pour se refondre dans l'INSP [*l'Institut national du service public, qui a remplacé l'ENA depuis le 1^{er} janvier, ndlr*], nous avons été en dialogue régulier avec la mission de préfiguration et la directrice de l'INSP [*Maryvonne Le Brignonen,*

ndlr]. Du point de vue de la formation, l'INSP conserve un des traits de l'ENA : il ne disposera pas de corps professoral permanent et ne délivrera pas lui-même des diplômes. L'INSP tend plutôt vers une école d'application que vers une "Kennedy School"¹. Sciences Po ne se situe donc pas en concurrence avec l'INSP. Nous souhaitons accompagner l'INSP le mieux possible. Nous avons des partenariats sur le plan institutionnel : nous avons par exemple fait rentrer l'INSP comme partenaire associé de Civica, notre alliance universitaire européenne en sciences humaines et sociales. Nous avons aussi une chaire en commun sur l'innovation publique.

On ne peut plus arriver dans un ministère ou une administration sans avoir été confronté (au sens positif du terme) à d'autres manières de faire.

Les pouvoirs publics ont longtemps imaginé une "Kennedy School à la française" pour renforcer l'influence française, mais on a gardé 2 établissements publics – Sciences Po et l'INSP – positionnés, partiellement ou totalement, sur le management public. Les esprits sont-ils mûrs pour de nouvelles convergences, par exemple dans la recherche ?

Notre École d'affaires publiques ne fonctionne pas exactement comme la Kennedy School, mais elle s'en approche par bien des aspects, notamment en termes d'attractivité et en nombre d'étudiants. C'est une des 3 plus grandes écoles d'affaires publiques au monde. Je suis totalement favorable, et nous en avons parlé avec Maryvonne Le Brignonen, à des convergences, voire à des synergies fortes avec l'INSP, notamment sur des enjeux de recherche. Il pourrait y avoir, demain, des doctorants à l'INSP sous double tutelle INSP-Sciences Po. Je pense que l'ENA a pâti d'un manque de professeurs permanents et de doctrine étayée, théorique, sur l'action publique. Si nous pouvons le faire ensemble, c'est parfait.

Une marque commune sur la recherche serait-elle par exemple possible ?

Je suis ouvert à tout. Mais notre école marche aujourd'hui très bien. Nous attendons donc de voir comment le dispositif va fonctionner, puisqu'il est toujours en cours d'élaboration. Nous laissons l'INSP travailler à la définition précise de son parcours de formation, mais je suis totalement partant pour une mutualisation, pour des synergies sur toute une série de domaines avec l'INSP.

La réforme de la haute fonction publique peut-elle présenter un risque en matière d'attractivité ?

Nous n'avons pas du tout observé de perte d'attractivité entre l'ENA et l'INSP. Il faudra attendre pour vérifier si cette non-perte d'attractivité perdure dans le temps, ce que je souhaite. J'espère que l'on ne suivra pas la pente d'autres concours type IRA [*les instituts régionaux d'administration, ndlr*] avec -20 à -30 % en trois ans du nombre de candidats, sans parler du nombre de candidats inscrits mais qui ne se présentent pas (60 %). Lorsque j'étais élève à l'ENA, j'ai fait partie de la promotion qui a obtenu devant le Conseil d'État l'annulation du classement pour dire qu'il fallait changer les modes de notation et de sélection. Cela nous paraissait important pour les générations futures. Sur la question spécifique des grands corps, j'avais à l'époque corédigé un rapport critique : nous pensions que l'accès direct dans les grands corps de l'État depuis l'ENA n'était pas une bonne chose. Je continue de le penser, à titre personnel. Dans la sphère judiciaire par exemple, vous n'entrez pas à la Cour de cassation directement à la sortie de l'École nationale de la magistrature.

Cette réforme a ravivé la tension historique entre expertise métier et mobilité, en donnant une place centrale au nouveau corps unique des administrateurs de l'État. Cette vision du manager généraliste a heurté, notamment, la préfectorale ou les diplomates. Qu'en pensez-vous ?

Il y avait, dès 1945, un statut généraliste de l'administrateur civil qui est, en l'occurrence, le mien. À la sortie de l'école, j'étais administrateur civil, détaché dans le corps préfectoral. La priorité, à l'ENA, restait celle d'un enseignement généraliste pour ensuite pouvoir effectuer une mobilité dans différents ministères. À Sciences Po, nous plaidons plutôt pour cette approche généraliste que pour une hyperspécialisation.

Pour démocratiser et innover, Sciences Po Paris a abandonné en 2019 l'épreuve écrite au concours d'entrée. Quels enseignements en tirez-vous ? L'État peut-il s'en inspirer ?

Nous n'avons que 2 exercices derrière nous. Nous avons besoin de plus de recul et

d'antériorité pour tirer un bilan. Soyons encore un peu patients. J'ai demandé un audit. Cette réforme, dont on nous avait dit qu'elle allait renforcer les logiques d'endogamie sociale parce que les parents allaient remplir les dossiers à la place de leurs enfants, n'a pas produit cet effet. Bien au contraire : nous sommes passés de 25 à 30 % de boursiers depuis l'entrée en vigueur de cette réforme. La suppression de l'écrit conjuguée à notre présence sur Parcoursup a permis une ouverture sociale puisque nous avons augmenté de 5 points la proportion de boursiers en deux ans sans porter atteinte à l'excellence puisque le nombre de mentions "très bien" au baccalauréat parmi les admis a très légèrement augmenté (97 %). L'audit nous permettra de distinguer ce qui relève d'un effet Parcoursup et ce qui relève d'un effet lié à la suppression des épreuves écrites. Beaucoup disent du mal de Parcoursup, ce n'est pas mon cas ! Pour le reste, je ne veux pas donner de leçons et dire à l'État : "Faites comme nous". Je continue de penser qu'il faut pratiquer une forme de discrimination positive dans certains cas. La fonction publique vient de s'en inspirer avec les classes "prépas talents". L'objectif reste de recruter les meilleurs pour demain. La question de l'évaluation des soft skills reste un enjeu à part entière.

La majorité de vos étudiants orientés vers la filière "service public" intègre-t-elle majoritairement la fonction publique par concours ou par contrat ?

Par concours. Mais on constate une chose : dans la mesure où il n'y a pas de place dans la fonction publique de l'État pour tous les candidats, un certain nombre d'étudiants rejoignent des métiers proches de la sphère publique ou parapublique. Les collectivités embauchent davantage sur contrat. Les entreprises de conseil privé se développent au sein de la sphère publique et attirent beaucoup d'étudiants. C'est aujourd'hui un débouché important.

En tant que directeur de Sciences Po, vous sentez-vous investi d'une mission particulière de défense et de promotion d'une vision française du management public et de l'État ?

Nous proposons à nos étudiants d'étudier les fondamentaux du droit administratif, des finances publiques, de l'économie, etc. Comme dans le patinage artistique, nous avons des figures imposées. Pour les figures libres, Sciences Po a des spécificités :

l'esprit critique et l'approche comparative, c'est absolument essentiel. On ne peut plus arriver dans un ministère ou une administration sans avoir été confronté (au sens positif du terme) à d'autres manières de faire. À l'EAP ou à l'École de droit, l'approche comparative est permanente. Vous étudiez les systèmes d'administration des autres pays, l'organisation des collectivités dans le monde. J'échangeais encore très récemment avec le directeur de l'École d'affaires publiques du Québec pour étudier de possibles partenariats ou échanges. Il faut décentrer le regard des hauts fonctionnaires de demain et ne pas se placer sur un piédestal obsidional. C'est fondamental et c'est ce que l'on fait à Sciences Po, ne serait-ce que parce que nous accueillons 50 % d'étudiants étrangers et parce que nous avons des programmes dans lesquels le comparatisme est un élément fondamental. Et puis nous mêlons la théorie et l'action. En première année, par exemple, nos étudiants commencent par un parcours civique de deux ans qui les mène dans des associations, avec un rapport au public qui est systématique : maraudes sociales, aides aux réfugiés et depuis peu, j'ai fait ajouter l'économie sociale et solidaire. Il y a donc cette ouverture sur la solidarité. La troisième année à l'étranger et les stages restent par ailleurs obligatoires. J'ai également fortement renforcé les possibilités d'apprentissage : nous avons par exemple cette année, à l'EAP, 200 propositions d'apprentissage. Quand les étudiants vont présenter les concours, ils auront eu, beaucoup plus que ma génération, des expériences concrètes de terrain et d'action avec des immersions professionnelles fortes.

Propos recueillis par Bruno Botella et Pierre Laberrondo

[1] La John F. Kennedy School of Government, fondée en 1936, est l'école d'administration publique de l'université d'Harvard, aux États-Unis, connue notamment pour son adage : "Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, demandez ce que vous pouvez faire pour votre pays."

* * *

Pour adhérer à notre syndicat il suffit de [télécharger le bulletin d'adhésion](#) sur notre site, le remplir et le renvoyer accompagné du paiement correspondant.